

Avance rapide Kofi Annan pour les Nations Unies

La sécurité humaine, concept unificateur

Je voudrais exposer ici ma conception d'un monde plus sûr et d'une ONU plus efficace.

Les attentats du 11 septembre nous l'ont rappelé : nous vivons dans un monde dangereux. Nous sommes confrontés à de multiples menaces qui n'existaient pas lorsque l'ONU a été créée. Des menaces qui émanent d'acteurs non étatiques. Des menaces qui franchissent les frontières en un instant. Ces menaces nous touchent tous, et aucun État ne peut les affronter seul.

Face à ces menaces, pourtant, nous sommes profondément divisés sur l'approche à suivre. Et sur ce que devraient être nos premières priorités. C'est pourquoi j'ai dit que la communauté internationale se trouve, aujourd'hui, face à une bifurcation.

En se battant entre eux au lieu de s'unir pour combattre les ennemis communs de l'humanité, les États ne rendront pas service aux peuples de la planète.

Les menaces qui pèsent sur le monde sont notamment le terrorisme, les armes meurtrières, le génocide, les maladies infectieuses, la pauvreté, la détérioration de l'environnement et le crime organisé. Elles n'attendent pas que les États règlent leurs différends.

C'est pourquoi nous devons agir maintenant pour renforcer nos défenses collectives. Nous devons nous unir pour vaincre les menaces actuelles, et ne pas les laisser nous diviser et nous vaincre. Et je soutiens que le seul instrument universel capable de fédérer les États à cette fin est l'ONU.

Je suis le premier à admettre que l'ONU n'est pas parfaite. Parfois, elle accuse son âge. Notre monde, cependant, ne trouvera pas facilement meilleur instrument pour répondre durablement aux menaces actuelles. Nous devons l'utiliser pour nous unifier – et agir – autour de priorités communes. Et nous devons convenir d'un plan de réforme de l'ONU – et l'appliquer.

Ce message est au cœur du rapport « *Un monde plus sûr : notre affaire à tous* », publié récemment. Ce rapport est l'œuvre d'un groupe de 16 hommes et femmes originaires du monde entier, que j'ai nommés l'an dernier. Il recèle une vision forte de la sécurité collective. Que la menace soit le terrorisme ou le SIDA, une menace pour un est une menace pour tous. Nos défenses ne valent que ce que vaut leur maillon le plus faible. Nous serons plus en sûreté si nous agissons ensemble.

Le rapport expose une vision d'une ONU radicalement réformée. Je partage cette vision. Mais à quoi, exactement, ressemblerait l'ONU de demain ?

L'ONU de demain offrirait un cadre plus musclé, mieux à même d'empêcher la prolifération nucléaire. Nous devons pouvoir, s'agissant des inspections réalisées par l'Agence internationale de l'énergie atomique, appliquer des règles plus strictes.

L'ONU de demain unirait les États pour prévenir le terrorisme. Le Conseil de sécurité a déjà beaucoup fait pour freiner l'acheminement des armes, des fonds et des techniques vers les cellules terroristes. Nous devons, cependant, aller plus loin.

Le groupe a proposé une définition du terrorisme. Elle énonce clairement qu'aucune cause quelle qu'elle soit ne justifie de s'attaquer à des civils ou à des non-combattants. Les États Membres devraient l'utiliser pour adopter une convention complète contre le terrorisme. L'ONU doit énoncer clairement qu'elle ne tolérera pas le terrorisme,

Sécurité mondiale 101

Un groupe de l'ONU propose 101 solutions

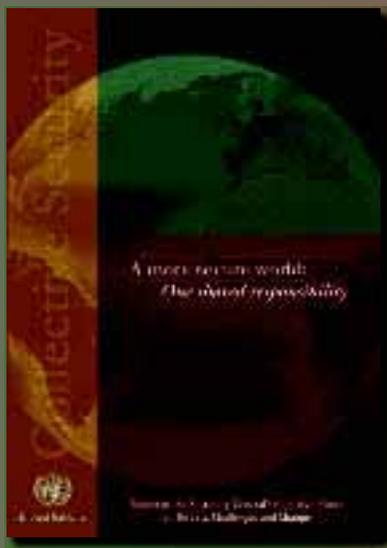
Le Groupe de haut niveau sur la sécurité a estimé que l'AIEA, compte tenu de l'action qu'elle mène pour empêcher la prolifération des armes nucléaires, est une « excellente affaire ». Fin 2004, le Groupe a publié son rapport sur les menaces qui pèsent sur l'humanité, et sur la façon dont les politiques et institutions doivent changer pour les contrer.

Ce rapport, intitulé *Un monde plus sûr: notre affaire à tous*, comprend 101 recommandations concernant la réforme de l'ONU et l'action à mener au plan mondial pour combattre le terrorisme, la pauvreté, la maladie, les armes de destruction massive et la violence. Parmi ses 16 auteurs figurent des chefs d'État, des ministres des affaires étrangères et des responsables de la sécurité, de la défense, de la diplomatie et du développement.

Le Groupe a mis en avant la mission de l'AIEA. « L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), émanation institutionnelle du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, a réussi à empêcher durablement la prolifération des armes nucléaires avec un budget ordinaire de moins de 275 millions de dollars et représente donc une excellente affaire ».

Répondant au rapport, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé à donner rapidement suite à ses recommandations pour renforcer le régime de non-prolifération et écarter la possibilité d'un attentat nucléaire. Il a notamment prôné les mesures suivantes :

- ❶ Que le Conseil des gouverneurs reconnaisse le Protocole additionnel comme étant la norme actuelle de garanties de l'Agence ;
- ❷ Inciter les États à renoncer à la mise au point d'installations d'enrichissement d'uranium et de retraitement ;
- ❸ La négociation d'un traité d'arrêt vérifiable de la production de matières fissiles mettant fin à la production d'uranium hautement enrichi.



Tout aussi important: le Groupe a souligné les dimensions humaines de la sécurité, et la nécessité de promouvoir davantage le développement durable.

S'agissant des changements climatiques, il a noté: « les pays modernes doivent ... s'employer sérieusement à mettre au point des stratégies de développement sans incidence sur le climat. Les États Membres devraient s'intéresser à l'exploitation des sources d'énergie à faible teneur en carbone, comme le gaz naturel, les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire ... ».

Il s'est déclaré conscient que « aux yeux de beaucoup, le nucléaire est une source importante d'énergie à des fins civiles et qu'il peut revêtir une importance encore plus vitale alors que l'on cherche, à l'échelle mondiale, à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles ainsi que les émissions de gaz à effet de serre ».

Les recommandations aideront à établir l'ordre du jour d'un sommet extraordinaire des Nations Unies qui rassemblera, en septembre 2005, les dirigeants de la planète.

Le Groupe, présidé par Anand Panyarachun, ancien Premier Ministre thaïlandais, comprenait en outre les personnalités suivantes: Robert Badinter (France), Gro Harlem Brundtland (Norvège), Mary Chinery-Hesse (Ghana), Gareth Evans (Australie), David Hannay (Royaume-Uni), Enrique Iglesias (Uruguay), Amr Moussa (Égypte), Satish Nambiar (Inde), Sadako Ogata (Japon), Yevgeny M. Primakov (Russie), Qian Qichen (Chine), Nafis Sadiq (Pakistan), Salim Ahmed Salim (Tanzanie), Brent Scowcroft (États-Unis) et Joao Baena Soares (Brésil). Le professeur Stephen Stedman, de l'Université de Stanford, a guidé leurs recherches et établi le rapport.

Pour tout complément d'information, consulter le site de l'ONU : www.un.org/secureworld/

quels que soient sa nature ou ses motifs. Nous devons aussi agir vigoureusement au plan multilatéral pour maintenir les armes meurtrières hors de portée des terroristes.

L'ONU de demain offrirait un cadre plus musclé, mieux à même d'empêcher la prolifération nucléaire. Nous devons

pouvoir, s'agissant des inspections réalisées par l'Agence internationale de l'énergie atomique, appliquer des règles plus strictes. Nous devons inciter les États à renoncer aux installations d'enrichissement d'uranium et de retraitement. Nous avons, enfin, besoin d'un traité d'arrêt vérifiable de la production de matières fissiles.

L'ONU de demain serait une organisation dans laquelle tous les États s'emploieraient bien plus sérieusement à promouvoir le développement.

Les États doivent tous soutenir davantage la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Cela sauvera des vies dans les pays pauvres, réduira le nombre de conflits violents et l'attrait du fondamentalisme, favorisera la bonne gouvernance et la démocratie et aidera à construire des États capables d'affronter les menaces sur leur propre territoire avant qu'elles ne nuisent à leurs propres citoyens et aux autres.

Nous devons aussi renforcer la sécurité biologique, combattre le SIDA de façon bien plus résolue et mettre en œuvre un grand programme de développement sanitaire des pays pauvres. Le Conseil de sécurité et l'Organisation mondiale de la santé devraient collaborer plus étroitement pour se préparer à d'éventuelles épidémies et mieux nous défendre contre le bioterrorisme.

L'ONU de demain offrirait aussi un cadre de recours à la force qui aurait la confiance de tous les États. En vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, chaque État a le droit inhérent à l'autodéfense. Cela inclut, face à une menace imminente, le droit à l'action préventive. Le rapport propose en outre des mesures visant à accroître la cohérence et l'efficacité des décisions prises par le Conseil de sécurité en matière de recours à la force.

Le Conseil doit agir pour prévenir tout scénario catastrophe tel qu'un attentat terroriste nucléaire. Il doit se tenir prêt à autoriser l'usage préventif de la force dans les cas appropriés.

Le rapport énonce aussi quelque chose que je soutiens depuis longtemps : la souveraineté des États n'autorise pas le meurtre collectif. Les États ont le devoir de protéger leurs citoyens. Lorsque ce n'est pas le cas, le Conseil de sécurité doit le faire à leur place. Il peut être amené à autoriser l'usage de la force pour mettre fin à des atrocités commises au sein d'États souverains. Les États doivent être prêts à soutenir les décisions du Conseil – par seulement par des paroles, mais par des troupes.

La force ne doit jamais être utilisée à la légère. Elle doit toujours être le dernier recours. Et plus nous agissons tôt, moins nous en avons besoin. En tardant, nous pouvons nous retrouver face à des situations terribles.

C'est ce qui se passe, aujourd'hui, au Darfour. La communauté internationale doit soutenir l'action menée par l'Union africaine, qui a déployé des troupes et recherche une solution politique. Nous devons mener à bien les négociations Nord-Sud et utiliser cette dynamique pour garantir la paix dans l'ensemble du Soudan.

L'une des principales contributions de l'ONU à la sécurité mondiale est l'aide qu'elle apporte à la reconstruction des pays ravagés par la guerre. En Namibie, au Mozambique, au Tadjikistan, au Cambodge, en El Salvador, au Guatemala et au Timor Leste, notre bilan parle de lui-même. Et notre action se poursuit en Haïti, au Kosovo, au Libéria, en Sierra Leone et ailleurs, y compris en Afghanistan et en Iraq.

L'ONU obtient, en matière d'instauration de la paix dans le monde, d'importants résultats. Notre action, cependant, doit être plus stratégique et se doter de moyens accrus. L'ONU de demain doit pouvoir agir vite et tout mener à bonne fin. Je soutiens ardemment la proposition faite par les auteurs du rapport de créer une Commission d'instauration de la paix soutenue par d'importants moyens du Secrétariat.

En outre, je pense fermement que l'ONU de demain devrait se doter d'institutions réformées et revitalisées :

- ◆ Un Conseil de sécurité qui reflète les réalités du XXI^e siècle, non celles de 1945.
- ◆ Une Commission des droits de l'homme réformée et un Haut Commissariat aux droits de l'homme renforcé.
- ◆ Enfin, un Secrétariat plus ouvert, plus responsable et plus à même de recruter et de promouvoir les personnes les plus qualifiées.

Telle est la vision de l'ONU à laquelle je crois. C'est elle que je m'emploie à concrétiser.

En septembre prochain, les dirigeants de la planète vont se réunir à New York pour examiner les progrès accomplis depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire. Ils vont, à cette occasion, devoir s'entendre sur des principes fondamentaux et des priorités claires, et décider de l'avenir de l'ONU.

J'ai voulu, en commandant le rapport, ouvrir des fenêtres et laisser pénétrer de l'air frais et de nouvelles idées. L'avenir nous dira si le vent du changement souffle dans les couloirs de l'ONU.

Nombre des importantes recommandations qu'il contient s'adressent aux États Membres. La balle est maintenant dans leur camp.

J'ai, quant à moi, une certitude : celle que l'ONU doit changer.

Kofi Annan (mediainfo@un.org) est Secrétaire général de l'ONU. Le présent article s'inspire du discours qu'il a prononcé devant le Council on Foreign Relations, à Washington, le 16 décembre 2004.